

# TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres renvoient aux numéros des pages)

<b>Avertissement de la première édition Le sens du service public</b> .....	5
<b>Avertissement de la quatrième édition L'instance du service public</b> .....	9
<b>Principales abréviations</b> .....	13
<b>Bibliographie générale</b> .....	17
<b>Introduction</b> .....	19
§ 1. L'originalité du droit du service public .....	19
§ 2. Le droit du service public, composante du droit administratif .....	20
§ 3. Présentation de l'ouvrage .....	21
<b>Première partie LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DU SERVICE PUBLIC</b> .....	<b>23</b>
<b>CHAPITRE I ÉMERGENCE ET ÉVOLUTION DE LA NOTION DE SERVICE PUBLIC</b> .....	<b>25</b>
SECTION I La naissance de l'idée de service public .....	26
§ 1. <i>Polis</i> et <i>res publica</i> à la base d'une conception du service public ? .....	27
§ 2. Décomposition et recombinaison des liens sociaux au Moyen Âge .....	28
A. Les installations banales, services collectifs organisés par et pour le seigneur .....	29
B. Les communautés de villageois et les solidarités urbaines .....	30
C. L'action caritative de l'Église, des services d'hygiène et d'assistance pour le bien commun .....	32
§ 3. L'émergence d'un régime juridique des services publics .....	33
A. Des principes de fonctionnement .....	34
B. La possibilité d'une délégation .....	35
C. Une approche des modes de gestion .....	36
1. Les contrats .....	36
2. Le personnel .....	39
3. La nécessité du service « au » public .....	39
SECTION II Le service public, expression juridique d'une philosophie républicaine ...	41
§ 1. La révolution, prélude à la pensée juridique du service public .....	42
A. L'intérêt général et la nécessité des services publics .....	42

B.	Bonheur de tous et solidarité .....	44
C.	L'éclipse de la solidarité sociale .....	46
§ 2.	La cristallisation de la notion de service public .....	47
A.	La notion de service public en quête de théorie juridique au xix <sup>e</sup> siècle ...	47
1.	Une absence constatée .....	48
2.	Une absence explicable .....	49
B.	La première théorie du droit du service public : le critère du but .....	50
1.	Le critère jurisprudentiel du but de service public .....	51
2.	L'acceptation du critère du but par la doctrine .....	52
§ 3.	L'arrêt <i>Blanco</i> et la théorie du service public .....	56
A.	Une conception extensive de la compétence contentieuse administrative .	57
B.	Une conception extensive du service public .....	58
§ 4.	La notion de service public dans la pensée juridique et politique de la fin du xix <sup>e</sup> siècle .....	59
A.	Interventionnisme social et individualisme libéral .....	60
1.	La naissance de l'interventionnisme .....	60
2.	La réponse libérale .....	61
B.	Liaisons entre puissance publique et service public .....	63
<hr/>		
<b>CHAPITRE II</b>	<b>CONSTRUCTION ADMINISTRATIVE ET POLITIQUE DU SERVICE PUBLIC ET IDÉOLOGIE LIBÉRALE .....</b>	<b>67</b>
<hr/>		
SECTION I	Les écoles françaises du service public .....	67
§ 1.	L'avènement du service public, des années 1900 jusqu'à la Libération ...	68
A.	Le service public, source de droit objectif en doctrine .....	69
B.	Le service public, notion fonctionnelle en jurisprudence .....	70
§ 2.	L'ambiguïté des écoles .....	72
A.	L'hétérogénéité doctrinale .....	73
B.	Des conséquences ambiguës .....	74
SECTION II	Rôles et enjeux du service public .....	75
§ 1.	La légitimation de l'action publique par le service public .....	76
A.	Le service public, fer de lance du secteur public .....	76
B.	La notion de service public, crise et renouveau .....	77
§ 2.	La délégitimation du service public par l'action publique .....	79
A.	La libéralisation comme dépassement de la notion de service public .....	79
B.	La privatisation des « grands services publics » .....	81
§ 3.	La relégitimation du service public par la réforme de l'État .....	83
A.	Le service public, fondement de l'action publique .....	84
1.	Service public et réglementation .....	84
2.	Service public et activité de police .....	85
B.	Le service public, rhétorique de modernisation de l'État .....	87
1.	La déconcentration et l'objectif de qualité .....	88
2.	La modernisation constante par circulaire .....	89
3.	L'ouverture aux nouvelles technologies et systèmes d'information ...	92

<b>CHAPITRE III</b>	<b>LA PLACE CENTRALE DU SERVICE PUBLIC DANS L'ACTION PUBLIQUE .....</b>	<b>95</b>
SECTION I	La définition du service public .....	96
§ 1.	La notion de service public .....	98
A.	Une approche organique.....	99
1.	Le rattachement direct.....	100
2.	Le rattachement indirect.....	100
3.	L'identification et la qualité de l'organe.....	102
B.	Une notion fonctionnelle .....	103
1.	Activités de plus grand service et activités de plus grand profit .....	105
2.	Activités de prestation et missions de service public .....	106
§ 2.	Service public administratif, service public industriel ou commercial .....	108
A.	La qualification textuelle .....	110
B.	La qualification jurisprudentielle .....	112
1.	L'objet du service .....	113
2.	Le mode de financement.....	114
3.	Les modalités de fonctionnement et de contrôle.....	115
SECTION II	Le moteur de service public .....	117
§ 1.	La modernisation de l'action publique (MAP).....	117
A.	Le CIMAP, une impulsion politique.....	118
B.	Le SGMAP, une administration de mission .....	119
§ 2.	La démocratisation du fonctionnement des services publics .....	120
A.	Le référendum d'initiative partagée .....	120
B.	L'expérimentation des services publics.....	121
1.	L'expérimentation législative .....	121
2.	L'expérimentation conventionnelle .....	122
3.	Les limites de l'expérimentation .....	124
§ 3.	La rationalisation des procédures .....	125
A.	Le nouveau management public (NMP) .....	126
B.	Le management de la valeur publique .....	127
<b>Deuxième partie</b>	<b>ESSENCE DU SERVICE PUBLIC ET DROIT EUROPÉEN .....</b>	<b>129</b>
<b>CHAPITRE I</b>	<b>L'EUROPÉANISATION DES SERVICES PUBLICS .....</b>	<b>135</b>
SECTION I	Le service public et les notions européennes analogues .....	136
§ 1.	La reconnaissance de la spécificité des services d'intérêt general (SIG) ..	137
A.	Des SIG, expression d'une dérogation au marché.....	138
B.	Les services non économiques d'intérêt général (SNEIG), une protection limitée aux fonctions d'autorité .....	141
§ 2.	Les SIEG : valeurs communes de l'Union européenne .....	143
A.	La reconnaissance de la notion .....	144
B.	La construction d'un régime jurisprudentiel.....	148
C.	L'impact des exigences de cohésion sociale et territoriale .....	150

§ 3. Le service universel : une universalité contestée .....	151
A. Apparition et développement du concept de service universel .....	152
B. Une définition <i>a priori</i> ambitieuse .....	154
1. Un service minimal .....	154
2. Une intervention spéciale des pouvoirs publics .....	155
C. Une application limitée, une universalité recherchée pour les SIEG .....	157
§ 4. Les SSIG, une catégorie sans statut .....	161
A. Avènement et progression de l'idée de service social d'intérêt général (SSIG) .....	162
1. Identification des SSIG .....	162
2. Incertitude de leur régime .....	163
B. Une prise en compte à la marge de la spécificité des fonctions .....	165
SECTION II Vers des services publics européens ? .....	166
§ 1. Le modèle de la régulation .....	166
§ 2. L'ébauche d'un statut européen pour certains services .....	169
<hr/>	
<b>CHAPITRE II</b> DIVERGENCES ENTRE CONCEPTION EUROPÉENNE ET DROIT DU SERVICE PUBLIC .....	173
<hr/>	
SECTION I Des notions essentiellement fonctionnelles .....	173
§ 1. L'ébauche d'un statut et de règles de fonctionnement .....	174
§ 2. Le primat de la concurrence et de la libre circulation .....	175
SECTION II La valorisation de l'intérêt général au détriment du service public .....	177
§ 1. L'indétermination des catégories .....	177
§ 2. La fluctuation des définitions .....	178
A. L'absence de définition précise de la notion de mandat d'intérêt général .....	178
B. L'utilisation de la locution « service public » .....	180
SECTION III L'impact du droit européen sur les modes de gestion des services publics .....	181
§ 1. La remise en question de certains modes de gestion .....	182
§ 2. La nécessité d'une certaine souplesse .....	183
<hr/>	
<b>CHAPITRE III</b> ÉVOLUTIONS DU DROIT EUROPÉEN ET ASPIRATIONS DU SERVICE PUBLIC .....	187
<hr/>	
SECTION I Un principe de subsidiarité à consolider .....	187
§ 1. Une subsidiarité affirmée .....	188
§ 2. Une subsidiarité sous contrôle .....	189
SECTION II Des règles de financement à stabiliser .....	189
§ 1. La reconnaissance de la spécificité des compensations aux missions de service public .....	190
§ 2. Les règles à respecter .....	192
A. La nécessité de préciser la jurisprudence <i>Altmark</i> .....	193
B. Le « paquet SIEG » de 2012 .....	194
1. Contenu .....	194

	2. Mise en œuvre .....	195
§ 3.	Une application pratique controversée .....	197
A.	Logique de commande publique .....	197
B.	Logique de subvention .....	199
<b>Troisième partie</b>	<b>LES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT, SOCLE ET SUBSTRAT DU SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>201</b>
<b>TITRE 1</b>	<b>Égalité, continuité, adaptabilité : les principes de fonctionnement du service public .....</b>	<b>207</b>
<b>CHAPITRE I</b>	<b>LE PRINCIPE D'ÉGALITÉ, GARANTIE DU SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>209</b>
SECTION I	L'égalité, le principe ; son prolongement, l'accessibilité .....	210
§ 1.	L'égalité, principe général du droit du service public .....	212
§ 2.	L'égal accès au service public et l'accessibilité du service .....	214
A.	L'accès au service public .....	215
1.	Les variables tarifaires .....	216
2.	Les nuances discriminantes .....	219
B.	L'accessibilité « du » et « au » service public .....	222
1.	Égalité des chances, accessibilité et handicaps .....	223
2.	Accessibilité et service public en ligne .....	225
§ 3.	L'égalité des usagers devant et dans les services publics .....	228
A.	Égalité et disparités en matière tarifaire .....	229
1.	Un principe de gratuité du service public asynchrone .....	230
2.	L'idée de « service rendu » .....	235
B.	Différenciations et subjectivisation du service public .....	237
1.	Discriminations interdites et différenciations légitimes .....	238
2.	Service universel et différenciations licites .....	242
3.	Subjectivisation du service public et personnalisation des prestations .....	245
§ 4.	L'égalité des personnels et des fournisseurs des services publics .....	247
A.	Les personnels .....	247
B.	Les fournisseurs .....	249
SECTION II	Le principe de neutralité, articulation du principe d'égalité .....	251
§ 1.	La neutralité du service public .....	253
A.	La neutralité : impartialité et objectivité, équité et indifférenciation .....	254
B.	Le principe de neutralité, confirmation de la qualité administrative du service public .....	255
C.	Un principe de neutralité en matière commerciale .....	257
D.	Un principe de neutralité aux tonalités morales .....	259
1.	Neutralité et non-discrimination .....	260
2.	<u>Neutralité et multiculturalité</u> .....	261
§ 2.	Principe de neutralité du service public et laïcité républicaine .....	263
A.	La neutralité et le respect des libertés de conviction .....	265
B.	La neutralité, modalité de respect de la laïcité .....	267
C.	Neutralité et services publics locaux .....	269

<b>CHAPITRE II</b>	<b>LE PRINCIPE DE CONTINUITÉ, ARCHÉTYPE DU SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>271</b>
SECTION I	La continuité : le principe, son articulation : la régularité .....	273
§ 1.	La continuité, principe essentiel du service public .....	274
A.	Des enjeux politiques .....	274
B.	Des attributs juridiques et sociaux .....	275
§ 2.	La régularité du service public .....	277
§ 3.	Continuité du service public et responsabilités administratives .....	279
A.	Organisation du service .....	280
B.	Responsabilités du service .....	281
1.	Continuité et exécution du contrat .....	282
2.	Continuité et réalisation du service .....	283
C.	Stabilisation du service .....	284
SECTION II	Continuité du service public et exercice du droit de grève .....	286
§ 1.	Obligations des agents du service public .....	288
§ 2.	La réglementation du droit de grève dans les services publics .....	290
A.	Encadrement du droit de grève .....	291
B.	Gradations de la reconnaissance du droit de grève .....	293
C.	Codification libérale du droit de grève .....	295
§ 3.	L'exercice du droit de grève entre service minimum et service garanti ....	297
A.	Le service minimum ou garanti .....	297
1.	Un service minimum .....	298
2.	Un service garanti .....	299
B.	La réquisition pour un service continu ou continué .....	302
SECTION III	Continuité territoriale et service public .....	305
§ 1.	« D'un seul tenant et sans enclave » .....	307
§ 2.	Indivisibilité et continuité territoriales .....	308
§ 3.	La continuité territoriale dans les lois .....	308
§ 4.	La continuité territoriale dans les services publics .....	310
<b>CHAPITRE III</b>	<b>LE PRINCIPE DE MUTABILITÉ, ÉPICENTRE DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>313</b>
SECTION I	Questions de vocabulaire .....	314
SECTION II	Le principe .....	316
§ 1.	La mutabilité, un principe à valeur diffuse .....	316
§ 2.	L'adaptabilité, un principe aux échos diversifiés .....	318
A.	Adaptation du service public et mutabilité des contrats administratifs ....	319
B.	Adaptation du service public et qualité de service .....	321
1.	Une notion complexe .....	322
2.	Une notion proactive .....	324
SECTION III	L'adaptabilité du service public aux discours de la réforme de l'État .....	326
§ 1.	L'adaptation du service public au management public .....	327

A.	Le modèle entrepreneurial .....	327
B.	Le langage de la performance .....	328
§ 2.	L'adaptation du service public aux exigences de la sécurité .....	330
A.	La sécurité, principe juridique .....	330
B.	La sécurité, principe du service public .....	331
1.	Une condition de bon fonctionnement .....	332
2.	Un leitmotiv du service public .....	334
§ 3.	L'adaptation du service public et le développement durable .....	335
A.	L'impératif du développement durable .....	336
B.	L'intégration dans le service public .....	338
C.	Le contrôle prudent du juge .....	339
<b>TITRE 2</b>	<b>Fonctionnement du service et usagers du service public .....</b>	<b>341</b>
<b>CHAPITRE I</b>	<b>PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT ET DROITS DES USAGERS DU SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>345</b>
SECTION I	La qualité d'usager du service public .....	347
§ 1.	Figures de l'usager du service public .....	349
A.	Usager du service public, client du service, consommateur du produit de la prestation .....	352
1.	Le langage du client .....	353
2.	La fonction du consommateur .....	356
B.	Usager du service public ou bénéficiaire de la prestation .....	358
1.	L'individualisation .....	358
2.	La personnalisation .....	360
C.	Usager du service public industriel et commercial et usager du service public administratif .....	361
1.	Le cadre des services publics industriels et commerciaux .....	362
2.	Le cadre des services publics administratifs .....	364
§ 2.	Postures de l'usager du service public .....	365
A.	Le candidat-usager du service public .....	366
B.	L'usager effectif du service public .....	367
1.	La situation de l'usager effectif dans le service public .....	368
2.	L'usager bénéficiaire dans les services publics sociaux .....	369
C.	L'usager du téléservice public .....	371
SECTION II	Respect des principes de fonctionnement et droits des usagers .....	374
§ 1.	Un droit au fonctionnement normal du service .....	375
A.	Le droit d'accès au service public .....	376
1.	L'accès obligatoire ou facultatif .....	377
2.	L'accès à l'information juridique et administrative .....	379
B.	Le droit à l'obtention de la prestation .....	381
1.	Sources .....	382
2.	Nature .....	383
§ 2.	Des droits des usagers à l'information et à la participation .....	384
A.	Un droit à l'information resserré .....	385

	B. Un droit à la participation restreint .....	387
SECTION III	La défense des droits et les recours des usagers .....	391
§ 1.	Un droit aux recours .....	392
A.	Recours administratifs .....	393
B.	Recours alternatifs .....	394
C.	Recours contentieux .....	396
§ 2.	Actions en obtention de la prestation et en réparation du préjudice .....	397
A.	L'effectivité des actions .....	397
B.	Le poids du tiers .....	399
§ 3.	Recours pour excès de pouvoir, recours en réparation du préjudice et défense des droits des usagers du service public .....	400
A.	Un contentieux d'intérêt général .....	401
B.	Les prémices d'une action de groupe .....	403
<hr/>		
<b>CHAPITRE II</b>	<b>OBLIGATIONS DES USAGERS ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>407</b>
<hr/>		
SECTION I	Le respect des règles d'usage et du règlement intérieur du service public .....	411
SECTION II	Le respect de la neutralité du service public .....	415
§ 1.	L'obligation de neutralité des agents du service public .....	416
A.	Contenu .....	417
B.	Valeur juridique .....	419
§ 2.	Liberté de conscience des usagers et neutralité du service public .....	420
A.	Les limites à l'expression des convictions .....	421
B.	La liaison entre neutralité et laïcité .....	422
§ 3.	La neutralité des usagers participant au fonctionnement du service public .....	425
A.	Des usagers participant au service public .....	425
B.	Des participants dotés d'un statut d'utilisateur .....	428
SECTION III	La responsabilisation de l'utilisateur du service public .....	429
§ 1.	Une responsabilisation administrative .....	431
§ 2.	Une responsabilisation gestionnaire .....	433
A.	Des ressorts financiers .....	433
1.	La santé .....	434
2.	L'eau .....	435
3.	Les déchets .....	436
<hr/>		
<b>Quatrième partie</b>	<b>RECONFIGURATIONS DU SERVICE PUBLIC ENTRE ÉTAT ET COLLECTIVITÉS LOCALES .....</b>	<b>439</b>
<hr/>		
<b>TITRE 1</b>	<b>Exigence et maintenance du service public de l'État .....</b>	<b>441</b>
<hr/>		
<b>CHAPITRE I</b>	<b>SERVICE PUBLIC, SERVICES PUBLICS, SERVICES « AU » PUBLIC .....</b>	<b>443</b>
<hr/>		
SECTION I	Service public ou services publics .....	443
§ 1.	« Les » services publics, des sectorisations .....	444

§ 2. « Le » service public, une abstraction .....	445
SECTION II Service public et services « au » public .....	448
§ 1. Des maisons de services publics .....	449
A. Polyvalence et proximité .....	449
B. Mélange des genres .....	450
§ 2. Des maisons de services « au » public .....	451
A. Les textes législatifs .....	452
B. Territorialisation et services « au » public .....	453
<hr/>	
<b>CHAPITRE II</b> L'IMPLÉMENTATION DU SERVICE PUBLIC ENTRE ESPACE NATIONAL ET TERRAIN LOCAL.....	455
<hr/>	
SECTION I L'institution légale du service public .....	457
SECTION II La liquidation du service public national .....	460
§ 1. Services publics « exigés par la Constitution » et services publics nationaux .....	461
A. Les privatisations, source de l'idée de service public constitutionnel .....	462
B. Service public institutionnel et service public national .....	464
§ 2. L'affaiblissement de la notion de « service public national » .....	466
A. <u>Compénétration</u> du droit de l'Union européenne .....	467
B. Relectures de l'alinéa 9 du Préambule de 1946 .....	467
C. Contraction de la notion de service public national .....	469
§ 3. Service public national et service public local .....	471
A. Le service public étatique sur le terrain local .....	472
1. Des services publics territoriaux .....	472
2. Des compétences nationales et locales .....	473
B. Le service public local en complément du service national .....	474
SECTION III L'édification législative et réglementaire du service public .....	475
§ 1. La loi, prélude à la création du service public .....	475
§ 2. Pouvoir réglementaire et institution du service public .....	477
A. Une limite : la liberté d'entreprendre .....	478
B. L'étendue de la compétence réglementaire .....	479
1. L'application de la loi .....	479
2. La contradiction de la loi .....	480
3. L'extension du service .....	481
4. La création <i>ex nihilo</i> .....	482
5. L'accompagnement de la décentralisation .....	482
<hr/>	
<b>CHAPITRE III</b> CRÉATION DE SERVICES PUBLICS ET RÉORGANISATIONS ADMINISTRATIVES TERRITORIALES .....	485
<hr/>	
SECTION I Service public et territoires de la République : du national au local .....	486
SECTION II L'unification du régime juridique du service public .....	488
<hr/>	

<b>TITRE 2</b>	<b>La valorisation contemporaine du service public local .....</b>	<b>493</b>
<b>CHAPITRE I</b>	<b>LE PARADIGME DE LA PROXIMITÉ .....</b>	<b>495</b>
SECTION I	Proximité et interventions des collectivités territoriales .....	496
§ 1.	La clause générale de compétence .....	497
A.	Origine et évolution .....	498
B.	Valeur juridique et fondement .....	499
§ 2.	Les transferts de compétences .....	500
A.	La proximité .....	501
B.	La subsidiarité .....	502
§ 3.	Une place accrue des collectivités territoriales dans la réponse aux besoins sociaux .....	502
A.	L'approfondissement de la décentralisation .....	503
B.	De nouveaux champs d'action .....	504
SECTION II	Intérêt public local et intervention locale .....	505
§ 1.	Un concept difficile à cerner .....	505
A.	Origine .....	506
B.	Teneur juridique .....	506
§ 2.	Une notion légitimant la prise en charge de services publics locaux .....	507
§ 3.	La distinction entre services publics obligatoires et services publics facultatifs .....	508
A.	Le caractère obligatoire .....	509
B.	La relativité de la distinction .....	511
C.	Des services publics locaux obligatoirement institués .....	512
1.	La commune .....	512
2.	Le département .....	513
3.	La région .....	513
4.	Les services multi-échelons .....	514
D.	Des services publics locaux dits « facultatifs » .....	518
SECTION III	L'ambiguïté du positionnement étatique .....	520
§ 1.	La territorialisation des services de l'État .....	520
A.	Un recentrage des fonctions étatiques .....	521
1.	La refonte collatérale .....	521
2.	L'adaptation à la nouvelle organisation territoriale .....	522
B.	Un appui redéfini au développement local .....	524
C.	Un développement de la territorialisation des services nationaux .....	525
§ 2.	L'instrumentalisation du local par le national .....	526
A.	L'imposition de nouvelles contraintes .....	526
1.	Le service minimum d'accueil .....	527
2.	Les nouveaux rythmes scolaires .....	527
B.	Le désengagement de l'État, source d'initiatives locales .....	529
1.	La sécurité publique .....	529
2.	La cohésion sociale .....	530

<b>CHAPITRE II</b>	<b>SERVICE PUBLIC LOCAL ET INITIATIVE PRIVÉE .....</b>	<b>533</b>
SECTION I	L'assouplissement des modalités d'intervention publique .....	533
§ 1.	La carence de l'initiative privée, fondement classique de l'interventionnisme public .....	534
A.	L'apport des lois de décentralisation .....	535
1.	La complexification des compétences de création de services publics	536
2.	L'arrivée de nouveaux acteurs .....	537
B.	Interventionnisme local et vision libérale de la société .....	538
1.	L'émergence de la liberté du commerce et de l'industrie .....	539
2.	La prise en compte de l'intérêt public local .....	541
C.	L'exigence de carence ou défaillance de l'initiative privée .....	543
1.	Libéralisme économique et réponses aux besoins sociaux .....	543
2.	Affaires locales et carence ou insuffisance de l'initiative privée .....	544
§ 2.	Le pouvoir de création des services publics locaux, entre tradition et innovation .....	546
A.	Missions essentielles à la vie locale .....	547
1.	Tradition .....	547
2.	Innovation .....	548
B.	Services publics locaux et activités accessoires .....	551
1.	L'accessoire spontané .....	551
2.	L'accessoire encadré .....	553
C.	La possibilité pour une personne publique de répondre à ses besoins par ses propres moyens .....	554
§ 3.	Un élargissement des actions autour de la notion d'intérêt public .....	556
A.	D'un intérêt public implicite .....	557
B.	... à un intérêt public central .....	558
SECTION II	Le respect des règles de la concurrence .....	560
§ 1.	De la non-concurrence à l'égale concurrence .....	561
§ 2.	L'incidence du droit de la concurrence sur le service public .....	562
A.	Le contrôle du juge .....	562
B.	L'applicabilité de règles de fond .....	563
SECTION III	Service public et développement économique .....	565
§ 1.	La reconnaissance du développement économique en tant que mission de service public .....	566
A.	Une attribution par détermination de la loi .....	566
B.	Une prise en charge complexe .....	567
§ 2.	Attractivité, design territorial, le jeu de séduction entre entreprises et territoires .....	568
A.	La multiplicité des enjeux .....	569
B.	La recherche de spécificités distinctives .....	570

<b>CHAPITRE III</b>	<b>LE SERVICE PUBLIC LOCAL, ENJEU DE SOLIDARITÉ, DE COHÉSION SOCIALE ET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL .....</b>	<b>573</b>
SECTION I	Service public et aménagement du territoire .....	575
§ 1.	Services publics en zones rurales et urbaines .....	577
A.	Le désenclavement des territoires .....	579
B.	L'offre de services de proximité .....	581
§ 2.	Le déploiement numérique dans les territoires .....	583
§ 3.	La réorientation des services publics sur le territoire .....	585
SECTION II	Le développement des fonctions de solidarité du département .....	587
§ 1.	Le département, chef de file de l'action sociale .....	588
§ 2.	Le département, échelon de solidarité à l'égard des communes rurales ....	593
§ 3.	La spécialisation du département .....	594
SECTION III	Régions, métropoles, intercommunalités : la redéfinition des enjeux .....	595
§ 1.	Le rôle de planification de la région .....	596
A.	La question de la définition d'un pouvoir normatif aux régions .....	596
B.	La volonté de donner une portée prescriptive aux schémas régionaux ....	597
C.	Le renforcement des compétences des régions .....	600
§ 2.	La montée en puissance des intercommunalités .....	601
A.	Des intercommunalités aux périmètres variables .....	602
1.	Un étirement des périmètres .....	602
2.	La confirmation du fait intercommunal .....	603
3.	La commune nouvelle, un dépassement du fait intercommunal .....	603
B.	Les incidences de la gestion intercommunale des services publics locaux	605
1.	Une intercommunalité structurante .....	605
2.	Une appréhension nouvelle du service public .....	606
C.	Des métropoles renforcées .....	606
1.	La métropole, un bouquet « serviciel » en faveur du développement ...	607
2.	Des liens organisationnels à établir .....	608
<b>Cinquième partie</b>	<b>LA PLURALITÉ DES ACTEURS DU SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>611</b>
<b>CHAPITRE I</b>	<b>L'HABILITATION DES ACTEURS À GÉRER LE SERVICE PUBLIC</b>	<b>613</b>
SECTION I	Un objectif fondamental : maîtriser la gestion du service public .....	614
§ 1.	Les fonctions de service public et leurs niveaux de gestion .....	614
A.	Distinction des fonctions .....	614
B.	Traduction juridique .....	615
C.	Diversité des situations .....	616
§ 2.	La direction stratégique du service public .....	616
A.	En gestion publique, directe ou indirecte .....	617
B.	En gestion déléguée privée .....	618
SECTION II	Un acte fondamental : l'acte d'habilitation .....	619
§ 1.	La notion d'habilitation .....	620

A.	Définition de l'habilitation.....	620
B.	Objet de l'habilitation.....	621
§ 2.	Les caractères de l'acte.....	622
A.	Deux caractères juridiques majeurs.....	622
1.	L'acte d'habilitation est obligatoire.....	623
2.	L'acte d'habilitation procède d'un pouvoir discrétionnaire.....	624
B.	Un régime de droit public.....	626
1.	L'acte d'habilitation est toujours un acte de droit public.....	626
2.	L'acte d'habilitation relève de la compétence du juge administratif ou du Conseil constitutionnel.....	626
3.	L'acte d'habilitation manifeste l'exercice d'une prérogative de puissance publique.....	627
<hr/>		
<b>CHAPITRE II</b>	<b>L'HABILITATION UNILATÉRALE, MODE TRADITIONNEL DE LA DÉCISION PUBLIQUE.....</b>	<b>631</b>
<hr/>		
SECTION I	Habilitation à la demande du pétitionnaire.....	632
§ 1.	L'autorisation simple ou conditionnelle.....	632
§ 2.	L'agrément.....	633
§ 3.	La reconnaissance d'utilité publique.....	635
SECTION II	Habilitation à l'initiative de la personne publique responsable du service.....	636
§ 1.	L'habilitation forcée : les réquisitions.....	636
§ 2.	L'habilitation <i>a posteriori</i> : la reconnaissance de service public.....	638
<hr/>		
<b>CHAPITRE III</b>	<b>L'HABILITATION CONTRACTUELLE, NOUVEAU PARADIGME DE L'ACTION PUBLIQUE.....</b>	<b>641</b>
<hr/>		
SECTION I	La coopération entre personnes publiques.....	641
§ 1.	Les contrats entre personnes publiques, émergence d'une catégorie juridique.....	642
A.	Le principe.....	643
B.	La mise en œuvre.....	644
§ 2.	La coopération entre personnes publiques, construction d'un cadre d'action publique.....	645
A.	De la collaboration à la mutualisation.....	645
B.	La coopération « horizontale » entre personnes publiques.....	647
SECTION II	La coopération public/privé (CPP).....	649
§ 1.	La naissance de la notion de délégation de service public.....	651
A.	L'assise juridique et doctrinale préalable.....	651
1.	Une assise juridique.....	652
2.	Une construction doctrinale.....	652
B.	Une nécessité constatée.....	654
1.	La fragmentation des outils concessifs du service public.....	654
2.	La sincérité politique et budgétaire.....	655
C.	Une nouvelle terminologie législative.....	657

1. La loi n°91-3 du 3 janvier 1991 .....	658
2. La loi n°92-125 du 6 février 1992 .....	658
3. La loi n°93-122 du 29 janvier 1993 .....	658
4. La réception par la jurisprudence .....	659
§ 2. Le contenu de la notion de délégation de service public .....	659
A. La nécessaire définition <i>a posteriori</i> .....	660
1. La délégation de service public est un contrat... ..	661
2. ... Dont la rémunération est substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation .....	667
B. Objet et contenu du contrat .....	671
1. Le transfert de la gestion opérationnelle d'un service public .....	671
2. Le contenu de l'habilitation contractuelle à gérer le service public ....	676
C. La rareté des règles de fond .....	680
1. Le sort des droits d'entrée et redevances .....	681
2. Le rapport annuel d'activités du délégataire .....	683
§ 3. Le marché de partenariat .....	685
A. L'origine des contrats de partenariat .....	686
1. La fausse route des METP .....	686
2. La piste noire des montages spéciaux .....	688
3. La voie étroite des contrats de partenariat .....	690
B. L'unification des marchés de partenariat .....	692
1. La définition législative des marchés de partenariat .....	693
2. Les conditions d'utilisation des marchés de partenariat .....	695

<b>Sixième partie</b>	<b>LA DIVERSIFICATION DES MODES DE GESTION DU SERVICE PUBLIC</b> .....	699
-----------------------	--	-----

<b>CHAPITRE I</b>	<b>LA GESTION PAR LE MAÎTRE DU SERVICE : LA RÉGIE</b> .....	701
SECTION I	La théorie classique de la régie .....	702
§ 1.	Définition .....	702
§ 2.	Régime .....	704
A.	Les régies directes .....	704
B.	Les régies indirectes .....	705
SECTION II	La revalorisation de la régie .....	707
§ 1.	Les services à compétence nationale .....	707
A.	Création .....	708
B.	Fonctions .....	709
§ 2.	L'avènement de la quasi-régie .....	711
A.	La définition des quasi-régies .....	712
1.	Le contrôle analogue .....	712
2.	L'activité dédiée .....	714
3.	L'absence de participation directe de capitaux privés .....	714
B.	Les acteurs institutionnels de la quasi-régie .....	715
1.	Le statut de société publique locale ( ) .....	716

2. Le régime des sociétés publiques locales .....	717
C. L'alternative à la quasi-régie : le PPPI et la société d'économie mixte à opération unique .....	718
1. Origines .....	718
2. Statut et objet .....	719
3. Choix de l'actionnaire privé .....	721
SECTION III La mutation de la régie : les agences .....	722
§ 1. Le modèle anglo-américain de l'agence .....	722
A. L'idée originelle : réguler hors l'exécutif .....	723
B. L'adaptation française : servir les politiques publiques .....	724
1. Une définition par la prestation .....	724
2. Une définition par l'action .....	725
§ 2. Les autorités indépendantes de régulation .....	725
A. Un service public de la régulation ? .....	726
B. Des modalités de la régie .....	728
<hr/>	
<b>CHAPITRE II</b> LA GESTION DÉLÉGUÉE RÉSERVÉE À DES PERSONNES PUBLIQUES .....	731
<hr/>	
SECTION I Les établissements publics, créations du service public .....	731
§ 1. Définition .....	732
§ 2. Les établissements publics rattachés, régime général .....	734
A. Fondation et suppression .....	734
B. Organisation .....	735
1. L'organe délibérant .....	736
2. L'organe exécutif .....	737
C. Régime de droit public applicable .....	737
§ 3. Les régies locales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière, régime spécial .....	740
A. Fondation et suppression .....	740
B. Organisation et fonctionnement .....	740
SECTION II Les établissements publics, créateurs de services publics .....	741
§ 1. L'encadrement de la création des services publics par les établissements publics .....	743
A. Le respect du principe de spécialité .....	743
B. Le respect des règles de concurrence .....	746
§ 2. Suppression des établissements publics et reconfiguration du service public .....	749
SECTION III Les groupements d'intérêt public .....	752
§ 1. Identification et nature .....	753
§ 2. Fondation et suppression .....	754
A. Le regroupement des membres fondateurs par contrat .....	754
B. La rédaction des statuts .....	755
C. L'approbation administrative .....	755
§ 3. Organisation et fonctionnement .....	756

---

<b>CHAPITRE III</b>	<b>LA GESTION DÉLÉGUÉE ATTRIBUÉE À DES PERSONNES PRIVÉES : LE RÉGIME DES CONTRATS</b>	<b>759</b>
SECTION I	Le choix de la délégation et du délégataire	760
§ 1.	La double articulation du choix	761
A.	Un choix exclusif	761
B.	Une décision en deux étapes	762
§ 2.	Le choix de conclure un contrat de délégation de service public	763
A.	Le principe de libre choix du mode de gestion du service public	764
B.	Les fondements juridiques de la liberté de choix	766
1.	La Constitution du 4 octobre 1958	766
2.	La volonté du législateur	768
3.	Le droit de l'Union européenne	770
§ 3.	Le choix du délégataire	772
A.	Le principe de liberté de choix	773
1.	En droit européen	773
2.	En droit interne	773
B.	Les modalités du choix	775
1.	Champ d'application de la loi du 29 janvier 1993	775
2.	Régime du choix du délégataire	776
§ 4.	Le contrôle des choix	782
A.	Contrôles administratifs	783
1.	Le contrôle de légalité	783
2.	Le contrôle éventuel des chambres régionales des comptes	784
3.	Le contrôle de l'exécution	785
B.	Contrôles juridictionnels	785
1.	Le juge administratif	786
2.	Le juge pénal	787
3.	Le juge financier	790
SECTION II	L'encadrement de la fin du contrat de délégation	791
§ 1.	La fin normale du contrat de délégation	792
A.	La durée prévue au contrat	792
1.	Régime initial de la durée des concessions de service public	792
2.	Limitation de la durée prévue aux contrats de délégation	793
B.	La prolongation de la durée des conventions de délégation	797
1.	Nature de la prolongation	797
2.	Motifs de la prolongation	798
3.	Conditions de la prolongation	800
§ 2.	La fin anticipée du contrat de délégation	801
A.	La détermination de la loi	801
B.	L'initiative de la personne publique délégante	802
1.	La résiliation-sanction	802
2.	La résiliation dans l'intérêt du service	803
C.	L'initiative de l'entreprise délégataire : la cession	805
1.	L'enjeu de la continuité du contrat	806

---

---

2. L'exigence européenne de remise en concurrence .....	808
D. L'accord des parties .....	809
§ 3. Effets de la cessation des contrats de délégation de service public .....	810
A. Régime du patrimoine visé au contrat .....	810
1. Principe .....	811
2. Les biens de retour .....	811
3. Les biens de reprise (ou de rachat).....	815
4. Les biens propres du délégataire .....	816
B. Régime des contrats de travail .....	816
1. Le changement de délégataire sans modification du mode de gestion du service public.....	817
2. Le changement de mode de gestion du service public.....	818
SECTION III Les différents contrats de gestion déléguée du service public .....	820
§ 1. La concession de service public .....	821
A. Évolution de la définition .....	823
1. La première vague de l'outil concessif.....	823
2. Le renouveau de la technique concessive.....	824
B. Nature juridique de la concession .....	826
C. Rémunération du concessionnaire.....	828
§ 2. L'affermage.....	831
A. Objet du contrat d'affermage .....	831
B. Rémunération du fermier .....	832
C. Régime juridique .....	833
§ 3. La régie intéressée .....	835
A. Nature juridique .....	835
B. Rémunération du régisseur .....	836
C. Régime juridique .....	837
1. Autonomie du délégataire .....	837
2. Moyens du service public .....	838
3. Maîtrise d'ouvrage .....	839
§ 4. La gérance.....	841
<b>Index .....</b>	<b>845</b>